



COMMUNIQUE

NON À LA MILITARISATION DES ELEVES DU COLLEGE JEAN HAY DE MARENNES

Le 8 juin 2026 s'est déroulé un exercice d'intrusion au collège Jean Hay de Marennes, avec la gendarmerie et les pompiers.

Un pseudo-assaillant s'introduit dans le collège avec une fausse bombe sur lui. Les gendarmes diffusent alors une bande son avec des cris et des paroles "allah Akbar", stigmatisant ainsi les musulmans et incitant les élèves à faire l'amalgame entre arabes et terroristes.

Cette expression - religieuse ! - n'a rien à faire dans un établissement laïque qui se doit d'accueillir tous les élèves, sans discrimination, donc indépendamment de leurs croyances ! Stigmatiser une catégorie de population par sa religion s'assimile à du racisme.

Pour justifier ce « choix », la capitaine de gendarmerie dirigeant cet exercice aurait affirmé que les attaques actuelles contre des établissements scolaires sont toutes organisées par des terroristes islamistes, en passant donc sous silence tous les « radicaux » et autres fous, susceptibles de s'introduire dans un établissement scolaire pour y faire régner la terreur (exemples : la prise d'otage dans une école primaire à Paris, des assassinats de professeurs effectués par des jeunes meurtriers, décervelés par la propagande la plus abjecte, etc.)

Nous exigeons que ce choix de scénario d'exercice d'intrusion (même au titre des Plans particuliers de Mise en Sécurité, comme le 05/02/26 à Bourcefranc) ne soit plus mis en œuvre dans aucun établissement scolaire (ni ailleurs !).

**POUR QUE CESSENT CES CLIMATS ANXIOGENES CREES PAR DES REPRÉSENTANTS
DE L'ETAT, OEUVRANT À LA MARCHÉ A LA GUERRE : QUI VEUT LA PAIX, PRÉPARE
LA PAIX !**

**LES ENSEIGNANTS VEULENT ENSEIGNER ET NON PARTICIPER À
L'ENDOCTRINEMENT DES JEUNES QUI LEUR SONT CONFIES !**

**L'ECOLE EST FAITE POUR INSTRUIRE ET APPRENDRE A REFLECHIR. NON POUR
CONDITIONNER LES ESPRITS !**

La LP17, le Mouvement de la Paix (comité Rochelais), la FNEC/FP-FO17, la CGT/Educ17 l'ALAMP17, Émancipation17 soutiennent les membres du personnel, les élèves, les parents d'élèves qui veulent résister à ce simulacre d'attaque terroriste et alertent les autorités sur de telles dérives incompatibles avec la laïcité et la neutralité du service public d'éducation.

La Rochelle, 18 juin 2026